

Déclaration de Berlin des organisations professionnelles du livre françaises et allemandes

Journées du livre de Berlin le 13 juin 2017

Syndicat national de l'édition, Syndicat de la Librairie Française, Syndicat des Distributeurs de Loisirs Culturels et Börsenverein des Deutschen Buchhandels e.V.

Préambule

Il n'est point un domaine qui n'ait fait l'objet d'un livre. L'industrie du livre en France et en Allemagne propose des ouvrages dans tous les domaines de la vie. Son objectif demeure plus que jamais d'apporter une contribution précieuse à la réussite d'une société libre et démocratique.

Cette ambition est aujourd'hui possible parce que les acteurs de la chaîne du livre et de l'édition travaillent dans des cadres juridiques et économiques qui permettent la diversité et stimulent la créativité. Ce contexte a été acquis grâce à une protection forte du droit d'auteur et une politique de prix unique garantissant une juste rémunération des auteurs, des libraires et des éditeurs et par la prise de risque entrepreneuriale, garante d'une création éditoriale permanente.

Depuis plusieurs années, les lourds investissements réalisés en particulier dans le développement du numérique ont pour objectif de mettre à profit les grandes opportunités offertes par le numérique à l'industrie du livre, et par conséquent, à nos sociétés, pour permettre aux lecteurs d'avoir un accès optimal aux contenus, développer de nouveaux emplois et favoriser la mise en place de nouvelles réussites européennes.

Cependant, sous l'influence notamment des géants américains de l'Internet, l'idée de pouvoir utiliser des contenus gratuitement, immédiatement et partout, gagne du terrain dans les esprits comme dans les pratiques. Si la fourniture immédiate de contenus indépendamment de la localisation de l'utilisateur est un but poursuivi par l'industrie du livre et sert son souci d'amener un public à découvrir de nouveaux contenus de qualité, il est illusoire de croire que cela puisse se faire gratuitement. Si les investissements dans l'offre ne sont pas rentables, cette dernière disparaîtra.

Le travail des auteurs, des éditeurs et des libraires mérite un cadre juridique qui rende possibles à la fois rémunération et investissement, créativité et esprit d'entreprise dans le respect de la viabilité économique de chacun.

L'année 2017 est particulièrement importante pour l'industrie du livre allemande et française.

En effet, Bruxelles pose aujourd'hui des jalons qui devraient simplifier l'accès aux contenus à l'ère du numérique. La Commission européenne a présenté son projet de réforme pour le marché unique numérique qui compte plusieurs étapes actuellement en cours d'exécution et de délibération.

Les représentants de l'industrie du livre allemands et français accompagnent le processus de réforme et se félicitent de sa mise en œuvre. Toutefois, compte tenu du débat actuel, ils demandent aux Etats membres et au Parlement Européen d'examiner et de voter des textes pondérés et proportionnés.

Les structures de publication innovantes et qui fonctionnent, en France, en Allemagne et dans de nombreux autres États membres, ont évolué au cours des siècles : elles ont accompagné chaque étape de la construction européenne et contribué à l'extraordinaire richesse éditoriale de l'Union. La volonté de mettre en place un marché numérique unique et harmonisé doit également s'attacher à préserver les garanties essentielles de la diversité culturelle et de l'identité en Europe, afin que perdurent ces structures qui ont fait sa richesse et son rayonnement culturel et industriel.

La viabilité de l'industrie du livre en Europe ne peut être garantie que par une approche clairvoyante et réfléchie du processus de réforme.

**

C'est la raison pour laquelle nous, représentants de l'industrie du livre allemande et française, demandons aux dirigeants politiques de nos deux pays de préserver l'équilibre de l'écosystème du livre. Dans cette perspective, il s'agit prioritairement de maintenir le cadre juridique du droit d'auteur, en tant que facteur d'innovation, de liberté d'expression et de diversité culturelle. Et de réaffirmer un engagement clair en faveur du respect, par l'ensemble des acteurs, des règles en vigueur sur le prix unique du livre, dispositif vital pour la diversité de la création éditoriale et sa diffusion auprès du public le plus large, notamment grâce à la présence d'un réseau de librairies sur l'ensemble des territoires.

Plus précisément, nous appelons à

- Maintenir les systèmes juridiques déjà existant pour les auteurs et les éditeurs au sein de sociétés de gestion collective en permettant expressément aux éditeurs de toucher une part des revenus de la gestion collective car ils sont les détenteurs de droits cédés.
- Reconnaître l'éducation comme l'une de nos richesses culturelles les plus essentielles et des outils d'enseignement polyvalents et de haute qualité des éditeurs comme un élément fondamental de la qualité de l'éducation. Au vu des exceptions au droit d'auteur actuellement envisagées, il est à craindre que le contraire se produise et que l'on tire le tapis économique sous les pieds des éditeurs éducatifs et scientifiques.

- Reconnaître la valeur et la diversité du contenu organisé et préparé comme base d'une opinion indépendante et pluraliste afin de promouvoir l'avenir d'une industrie du livre critique et engagée. Des possibilités d'accès abusives pour les utilisateurs et les institutions sans licence compromettraient les investissements dans le secteur.
- Garantir que les offres de licence diversifiées et flexibles des éditeurs prévalent sur les exceptions. Seule la méthode contractuelle peut assurer une rémunération équitable et raisonnable des auteurs et des éditeurs et, par conséquent, des offres de qualité pour les étudiants, les enseignants et les chercheurs.
- Renforcer le rôle des librairies indépendantes avec un mandat de politique culturelle et éducative.
- Exclure du règlement « geoblocage » les contenus protégés par le droit d'auteur, tels que les livres électroniques. Si le texte actuel était adopté, il obligerait le vendeur à servir de la même manière tout client européen, et donc à réaliser des investissements disproportionnés par rapport à la taille du marché du livre numérique, que seuls les plateformes multinationales non européennes seront en mesure de réaliser, au détriment des petites et moyennes entreprises.
- Permettre une bonne articulation entre la législation européenne sur l'accessibilité et les textes européens transposant le Traité de Marrakech sur l'exception au droit d'auteur pour les personnes handicapées. Il s'agit d'éviter d'occasionner des charges excessives pour les entreprises et de tenir compte des contraintes techniques pour être flexibles et viable à long terme.
- Imposer dans la directive relative à la fourniture de contenus numériques, le principe d'interopérabilité au niveau des formats, des mesures de protection techniques des livres électroniques et des liseuses. Et ce pour assurer le respect de la concurrence loyale et de la liberté de choix du lecteur.
- Travailler ensemble pour une mise en œuvre rapide de l'initiative actuelle de la Commission européenne pour un taux réduit de TVA pour les publications électroniques.

Nous appelons les gouvernements de la République française et de la République fédérale d'Allemagne à inclure ces points dans leurs discussions communes et à en tenir compte, au nom d'une politique européenne du livre favorisant la diversité culturelle sur le long terme. La tâche des éditeurs et libraires pour un marché ouvert avec des contenus de haute qualité est plus importante que jamais, en particulier à l'ère des « vérités alternatives » et de la désinformation.

Berliner Erklärung der deutschen und französischen Buchhandelsverbände

Buchtage Berlin am 13. Juni 2017

Syndicat national de l'édition, Syndicat de la Librairie Française, Syndicat des Distributeurs de Loisirs Culturels und Börsenverein des Deutschen Buchhandels e.V.

Präambel

Die Buchbranche in Frankreich und Deutschland bietet qualitativ hochwertige und vielfältige Literatur in verschiedenen Bereichen, wie z.B. Bildung und Wissenschaft, Sachbuch, Belletristik. Wir leisten damit gemäß unserem eigenen Anspruch einen wertvollen Beitrag zum Gelingen einer freien und demokratischen Gesellschaft. Dies ist möglich, weil wir (noch) in rechtlichen und wirtschaftlichen Rahmenbedingungen arbeiten, in denen Kreativität und unternehmerische Risikobereitschaft stimuliert und ermöglicht werden. Investitionen werden seit Jahren getätigt, weil es eine Aussicht darauf gibt, diese auch erwirtschaften zu können. So können und wollen wir die großen Chancen der Digitalisierung und des Internets für die Buchbranche und damit für unsere Gesellschaft wahrnehmen.

Zunehmend hat sich allerdings die Vorstellung etabliert, Inhalte kostenfrei, sofort und überall nutzen zu können. Die sofortige Nutzung von Inhalten, wo auch immer der Nutzer sich befindet, ist ganz im Interesse der Buchbranche und ihrem Anliegen, Inhalte zu den Menschen zu bringen. Es ist allerdings eine Illusion zu glauben, dass dies auch kostenfrei geschehen könne. Wenn sich Investitionen in das Angebot nicht rentieren, so wird es künftig dieses Angebot auch nicht mehr geben.

Leistungen von Autoren, Verlagen und Buchhandlungen verdienen Respekt und Rahmenbedingungen, die Arbeit und Investitionen, Kreativität und unternehmerisches Handeln auch ökonomisch ermöglichen.

*

Das Jahr 2017 ist für die Buchbranche in Deutschland wie in Frankreich von entscheidender Bedeutung. In Brüssel werden derzeit Weichen gestellt, die den Zugang zu Inhalten im digitalen Zeitalter vereinfachen sollen. Die Europäische Kommission hat mit ihrem Reformpaket für den Digitalen Binnenmarkt verschiedene Schritte vorgezeichnet, die aktuell umgesetzt und beraten werden. Als Vertreter der deutschen und französischen Buchbranche begleiten wir den Reformprozess und begrüßen diesen grundsätzlich, sehen in der aktuellen Diskussion allerdings den deutlichen Bedarf an einer ausgewogenen und verhältnismäßigen Prüfung durch die Mitgliedstaaten und das Europäische Parlament.

Innovative und gut funktionierende Publikationsstrukturen, die wir in Frankreich und Deutschland und in vielen anderen Mitgliedsstaaten kennen, sind über Jahrhunderte gewachsen. Der Wunsch nach einem einheitlichen Digitalen Binnenmarkt darf diese Strukturen und zugleich wesentlichen Garanten für kulturelle Vielfalt und Identität in Europa nicht opfern.

**

Die Zukunftsfähigkeit der europäischen Buchbranche kann nur durch eine weitsichtige und bedachte Herangehensweise an den Reformprozess garantiert werden. Wir fordern die politischen Entscheidungsträger in Frankreich und Deutschland dazu auf, aktuelle gesetzgeberische Entwicklungen auf europäischer Ebene mit gemeinsamen Standpunkten und einer gemeinsamen Strategie für die Buchkultur im digitalen Zeitalter zu begleiten. Insbesondere fordern wir den Einsatz für ein starkes Urheberrecht, das Innovationen, Publikationsfreiheit und kulturelle Vielfalt garantiert, sowie das Eintreten für die Buchpreisbindung, essentielle Grundlage für ein vielfältiges Buchangebot und eine flächendeckende Versorgung der Bevölkerung durch Buchhandlungen.

Wir fordern im Einzelnen,

- die Grundlage der bewährten gemeinsamen Rechtswahrnehmung durch Urheber und Verlage in Verwertungsgesellschaften zu sichern, indem die Beteiligung von Verlegern an deren Erlösen aufgrund ihrer Rolle als Inhaber übertragener Nutzungsrechte ausdrücklich ermöglicht wird.
- Bildung konsequent als einen unserer wichtigsten Rohstoffe zu begreifen und deshalb qualitativ hochwertige und vielseitige Lehrmittelangebote von Verlagen als wichtiges Element der Qualität von Bildung anzuerkennen. In Anbetracht der derzeit diskutierten Schrankenregelungen im Urheberrecht ist zu befürchten, dass das Gegenteil erreicht und Bildungs- und Wissenschaftsverlagen der wirtschaftliche Boden entzogen werden soll.
- den Wert und die Vielfalt sorgfältig kuratierter Inhalte als Grundstein unabhängiger und pluralistischer Meinungsbildung anzuerkennen und die Zukunft einer kritischen und engagierten Buchbranche zu fördern. Ausufernde Zugriffsmöglichkeiten für Nutzer und Institutionen ohne Lizenz würden die Investitionen der Branche gefährden.
- den vielfältigen und flexiblen Lizenzangeboten der Verlage generell den Vorrang vor Schrankenregelungen einzuräumen, da nur sie eine faire und angemessene Vergütung für Autoren und Verlage und damit einhergehend innovative und hochwertige Angebote für Studenten, Lehrende und Forscher gewährleisten.
- die Rolle unabhängiger Buchhandlungen mit ihrem kultur- und bildungspolitischen Auftrag zu stärken – mit einem klaren Bekenntnis zu der in über zehn Mitgliedstaaten geltenden Buchpreisbindung, die immer wieder Gefahr läuft, durch Maßnahmen innerhalb des Reformpaketes für den Digitalen Binnenmarkt aufgeweicht zu werden.
- urheberrechtlich geschützte Inhalte wie E-Books aus der geplanten Geoblocking-Verordnung auszunehmen, da die Regelung in dieser Form die Teilnahme kleinerer und mittelständischer Buchhandelsunternehmen am E-Book-Markt zugunsten weniger, großer Plattformen untergräbt. Nach jetzigem Stand der Verordnung müssten Buchhändler jeden Kunden in Europa gleichermaßen beliefern, was hohe Investitionen erfordern würde, die in Bezug auf die Marktgröße und die grenzüberschreitende Nachfrage nach E-Books unverhältnismäßig wären. Damit würde man letztlich den großen Plattformen das Feld überlassen.

- sich dafür einzusetzen, dass mit dem Europäischen Rechtsakt zur Barrierefreiheit ein Instrument geschaffen wird, das in einem konstruktiven Zusammenhang mit der Regelung zum Marrakesch-Vertrag steht und es daher vermeidet, die Unternehmen übermäßig zu belasten. Gleichzeitig muss die Regelung im Hinblick auf die technischen Anforderungen zukunftstauglich und entwicklungs offen gestaltet werden.
- im Interesse eines fairen Wettbewerbs und der Wahlfreiheit des Lesers die Interoperabilität in Bezug auf Formate und technische Schutzmechanismen von E-Books und Lesegeräten in der Richtlinie über „Vertragsrechtliche Aspekte der Bereitstellung digitaler Inhalte“ zu verankern.
- sich gemeinsam für eine rasche und lang erwartete Umsetzung der aktuellen Initiative der EU-Kommission hin zu einem ermäßigten Mehrwertsteuersatz für elektronische Publikationen einzusetzen.

Wir ersuchen die Regierungen der Französischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland, diese Punkte in gemeinsame Diskussionen aufzunehmen und zum Wohle einer vielfältigen und zukunftsfähigen europäischen Buchpolitik zu berücksichtigen. Gerade im sogenannten postfaktischen Zeitalter, in dem zwischen Fakten und Wissen auf der einen und gefühlten Wahrheiten auf der anderen Seite unterschieden werden muss, ist die Aufgabe von unabhängigen Verlagen und Buchhandlungen für einen freien Markt mit hochwertigen Medien wichtiger denn je.